

# 1<sup>ères</sup> journées du développement du GRES

## Appel à communication

### *Le concept de développement en débat*

**Université Montesquieu-Bordeaux 4  
16 et 17 septembre 2004**

#### *Partenaires :*

- Groupement de Recherches Economiques et Sociales (GRES) ;
- Institut Fédératif de Recherche sur les Dynamiques Economiques (IFReDE), Université Montesquieu-Bordeaux 4, membre du GRES ;
- Centre d'Economie du Développement (CED), Université Montesquieu-Bordeaux 4, membre de l'IFReDE ;
- Laboratoire d'Etudes et de Recherche sur l'Economie, les Politiques et les Systèmes sociaux (LEREPS), Université Toulouse 1, membre du GRES ;
- Atelier de Recherches Théoriques François Perroux, Université Marne-la-Vallée ;
- Institut de Recherche pour le Développement (IRD).

Si les questions de croissance et de développement avaient retenu l'attention des économistes classiques depuis A. Smith, l'économie du développement fait son apparition comme nouvelle branche de la Science économique dans les années 1950 alors que de nombreux pays accèdent à l'indépendance en Afrique et en Asie. On assiste ainsi à l'émergence du Tiers monde, ce qui explique le regain d'intérêt pour l'étude des économies en développement. Les travaux des « pionniers » prennent deux directions : certains considèrent que le sous-développement est en fait un retard de développement (W. Rostow, R. Nurkse, A. Lewis) tandis que d'autres, les structuralistes, le voient comme un phénomène historique lié à la désarticulation des structures productives (R. Prebisch, F. Perroux, G. Myrdal, A. Hirschman). Les solutions préconisées sont plutôt interventionnistes et fondent les projets de développement autocentrés, basés sur les stratégies de substitution aux importations. Dans les années 1960 et 1970, le mouvement tiers-mondiste va profiter du relatif échec de ces expériences pour avancer l'idée que le sous-développement est la conséquence de la domination des pays capitalistes développés sur les pays du Tiers monde, ce qui rend tout rattrapage impossible. C'est à cette période que s'affirment les théories de la dépendance, basées sur une analyse centre-périphérie (C. Furtado, S. Amin, P. Baran), et les théories néo-marxistes de l'échange inégal (A. Emmanuel). Le ralentissement économique des années 1970 consécutif à la crise du capitalisme, et la crise de la dette largement provoquée par le retournement des politiques monétaires et la libéralisation financière, vont mettre à mal les approches hétérodoxes du développement et l'on assiste alors à un virage libéral au début des années 1980. L'heure est à l'application du consensus de Washington par l'intermédiaire des plans d'ajustement structurel. L'objectif est d'intégrer les pays en développement au sein du marché mondial en construction.

Après plus d'un demi siècle de politiques de développement, la situation des pays du Tiers monde n'est guère reluisante. Il y a, par exemple, toujours 2,8 milliards de personnes qui vivent avec moins de deux dollars par jour ; les sept plus grosses fortunes du monde

possèdent ensemble plus que le PIB total du groupe des 49 pays les moins avancés (PMA) où vivent 650 millions d'individus ; au rythme actuel, le PNUD considère qu'il faudrait 130 ans pour éliminer la faim dans le monde.

A l'échec de toutes ces prétendues décennies du développement, qui n'ont pu réaliser leur objectif de satisfaction des besoins humains essentiels, s'ajoute la multiplication des désastres écologiques constatés et annoncés à cause d'un fonctionnement de l'économie mondiale qui a pour seule boussole le profit maximum immédiat. Face à ce double désastre, social et écologique, on voit émerger aujourd'hui plusieurs réactions venues d'horizons opposés :

- La première est celle des institutions financières internationales, celles-là mêmes qui ont mené et continuent de mener les politiques libérales d'ajustement, et qui tentent d'habiller celles-ci du pseudo paradigme de la « bonne gouvernance » et d'un objectif affiché de « lutte contre la pauvreté ».
- La seconde est celle des institutions politiques internationales, surtout l'ONU et son PNUD, qui ont réussi à faire accepter le concept de « développement soutenable » ou « durable » comme nouvel objectif mondial, au point que pas un gouvernement, pas une institution, pas une grande entreprise, ne le reprenne à son compte, et l'on ne voit guère d'ONG ou de représentants des mouvements sociaux qui ne fassent de même ; cette unanimité suspecte semble prouver que le concept a besoin d'être précisé et qu'il lui manque pour l'instant un contenu se démarquant véritablement des échecs passés.
- La troisième est celle d'un courant, lui-même issu de plusieurs sources, qui, prenant acte du double échec mentionné ci-dessus, se positionne sur une ligne de refus du développement, au motif que celui-ci, né en occident, ne pourrait être que l'expression de la domination économique, politique et culturelle de l'occident sur le reste du monde, et qu'il conviendrait donc de se projeter dans un « après-développement ».

Notre but est, à la lumière des expériences passées, de mettre en débat ces différentes conceptions du développement. Pour cela, nous tenterons de répondre aux interrogations suivantes :

1. ***Croissance ou développement ?*** L'objectif est ici de réfléchir aux relations qu'entretiennent croissance et développement. La croissance est-elle le préalable indispensable au développement ? Dans ce cas, quel doit être le contenu de cette croissance et comment la justifier ? Dans le cas contraire, la question de la décélération de la croissance est-elle recevable et si oui, à quelles conditions ? Peut-on accepter la thématique du « développement durable » alors qu'elle sert de plus en plus de paravent à la poursuite éternelle d'une croissance économique simplement mâtinée d'activités de réparation écologique ?
2. ***Refuser ou repenser le développement ?*** Comment critiquer le modèle de développement mené jusqu'à maintenant sans tomber dans le relativisme culturel ? A l'inverse, comment construire un nouvel universalisme qui ne soit pas une nouvelle version de l'occidentalisme ? Comment favoriser la pluralité des expériences locales, nationales ou régionales tout en préservant l'autonomie de chaque peuple ? Que penser des quelques tentatives de constructions d'alternatives au Sud visant à s'affranchir de la tutelle des institutions financières internationales et des pays occidentaux (action du G3, du G22, du groupe de Cairns, attitude de l'Argentine et du Brésil face au FMI,...) ?

3. ***Quelle conception de la richesse derrière le développement ?*** L'amélioration du bien-être humain, censée être l'objectif du développement, passe-t-elle par la voie de la marchandisation comme semble le commander l'extension perpétuelle du capitalisme ? Sinon, quelle place accorder aux productions non marchandes, aux services publics, aux activités menées sans but lucratif, qui, toutes, procurent des valeurs d'usage sans valeur d'échange ? Les recherches menées pour mesurer le bien-être avec d'autres indicateurs que le PIB (Indice de Développement Humain, Genuine Progress Indicator, Indicateur de santé sociale, Indicateur de richesse économique, sociale et écologique, Indicateur de développement soutenable, Barème des inégalités et de la pauvreté, etc.) offrent-elles une alternative pour prendre en compte, concevoir et promouvoir des activités créatrices de richesses socialement et écologiquement soutenables ?

Traiter toutes ces questions exige une remise à plat des concepts et des problématiques, à la fois épistémologique, méthodologique et politique, en alliant la réflexion théorique et l'analyse des expériences, croisant les champs disciplinaires, économique, sociologique, anthropologique, philosophique, etc.

***Modalités pratiques :***

Les projets de communication devront parvenir avant le **15 janvier 2004** sous la forme d'un résumé dactylographié de **une à deux pages maximum**, aux adresses électroniques ou postale suivantes (voir fiche jointe) :

Adresses électroniques :

[berr@u-bordeaux4.fr](mailto:berr@u-bordeaux4.fr)

[harribey@u-bordeaux4.fr](mailto:harribey@u-bordeaux4.fr)

Adresse postale :

Université Montesquieu-Bordeaux 4  
Centre d'Economie du Développement  
Journées du développement du GRES  
Avenue Léon Duguit  
33608 Pessac

Les décisions du Comité scientifique seront communiquées pour le **31 mars 2004**.

Les communications devront être remises au plus tard le **28 août 2004**.

***Comité scientifique (provisoire) :***

Geneviève AZAM (Université Toulouse 1), Catherine BARON (Université Toulouse 1), Eric BERR (Université Montesquieu-Bordeaux 4), François COMBARNOUS (Université Montesquieu-Bordeaux 4), Jean-Claude DELAUNAY (Université Marne-la-Vallée et ART François Perroux), Jean-Marie HARRIBEY (Université Montesquieu-Bordeaux 4), Jean-Pierre LACHAUD (Université Montesquieu-Bordeaux 4), Yannick LUNG (Université Montesquieu-Bordeaux 4), Mihoub Mezouaghi (Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain, Tunis), Alexandre MINDA (Université Toulouse 1), Alain PIVETEAU (IRD), Frédéric POULON (Université Montesquieu-Bordeaux 4), Eric ROUGIER (Université Montesquieu-Bordeaux 4), Stéphanie TREILLET (Université Marne-la-Vallée).

# 1<sup>ères</sup> journées du développement du GRES

## *Le concept de développement en débat*

Université Montesquieu-Bordeaux 4  
16 et 17 septembre 2004

### Proposition de communication

Nom : ..... Prénom : .....  
Etablissement : ..... Discipline : .....

Fonction : .....

Adresse personnelle : .....

Tél : ..... Fax : .....

Adresse électronique : .....

Adresse professionnelle : .....

Tél : ..... Fax : .....

Adresse électronique : .....

Souhaite présenter une communication se rapportant au thème n° ..... (joindre un résumé d'une à deux pages maximum)

Mots-clés : .....

Fiche à retourner pour le *15 janvier 2004* aux adresses électroniques ou postale suivantes :

Adresses électroniques :

[berr@u-bordeaux4.fr](mailto:berr@u-bordeaux4.fr)

[harribey@u-bordeaux4.fr](mailto:harribey@u-bordeaux4.fr)

Adresse postale :

Université Montesquieu-Bordeaux 4  
Centre d'Economie du Développement  
Journées du développement du GRES  
Avenue Léon Duguit  
33608 Pessac